

---

# Du rôle des élus

---

Paul Picard

Maire de Mantes-la-Jolie

**Mantes-la-Jolie, la plus grande ZUP de France, a vu sa population tripler en dix ans (dont 30% d'étrangers) et la pauvreté croître dans la zone du Val Fourré, "véritable clapier prêt à exploser". Paul Picard, maire de cette agglomération d'Ile de France depuis quatorze ans, croit à l'intégration, même si elle doit passer par la violence.**

— *Quelles sont les principales caractéristiques de votre ville ?*

C'est une ville ancienne qui a triplé de population en dix ans, entre la fin des années soixante et la fin des années soixante-dix et avec un quartier qui est la plus grande Z.U.P. de France avec les huit mille trois cents logements d'un seul tenant et la ville est passé allégrement de quinze mille à quarante cinq mille habitants en quelques années. Cette situation a donc provoqué de gros problèmes financiers notamment pour les équipements publics, et surtout un changement de population au milieu des années soixante-dix. Les classes moyennes — d'origine française pour la plupart — qui y habitaient ont choisi de s'installer dans les lotissements pavillonnaires qui ont été mis en place par les municipalités autour de Mantes. Il y a donc eu un changement très rapide de la population, en deux trois ans, dans ces grands ensembles

où une grande parties des classes moyennes est partie dans les villes ou les villages voisins autour de Mantes et ont été remplacées dans le cadre du regroupement familial par des familles immigrées sans que le système d'attribution de logements soit modifié. Cela a créé des perturbations terribles parce que le système d'attribution de logements qui était fait pour une certaine population n'était pas du tout adapté à d'autres populations plus diversifiées. Les précautions les plus élémentaires n'ont pas été prises, par exemple en ce qui concerne l'accueil de ces familles. En même temps, du côté des organismes HLM, il y avait une volonté de rationaliser les dépenses, parce qu'on rentrait dans une période de pénurie (coût du chauffage qui augmentait, etc), en diminuant les charges de l'entretien; alors on a enlevé les concierges pour mettre des régisseurs qui géraient vingt cages d'escalier, on a conclu des contrats avec des sociétés de nettoyage qui n'étaient plus directement liées à la vie de l'immeuble ... Tous ces effets se sont conjugués pour aboutir à la fois à une dépersonnalisation et à une paupérisation.

— *Quelle est l'importance de la population immigrée à Mantes ?*

Au total, nous avons une proportion de 30 % d'étrangers sans compter naturellement ceux qui sont devenus français. Pour la plus grande part ils viennent du Maghreb et en particulier du Maroc. Beaucoup travaillent dans les usines automobiles, Renault Flins est à 12 kilomètres, Poissy est à 18 kilomètres. Il s'y est développé une paupérisation importante.

On parle du Val Fourré, mais on devrait dire les quartiers du Val Fourré parce qu'ils ne se ressemblent pas même s'il n'y a que des barres et des tours : plus on va vers la Seine plus il y a eu densification jusqu'à l'absurde ; le dernier quartier — le quartier des peintres — est celui où nous avons tous les incidents ; c'est le Val Fourré du Val Fourré ; c'est une masse de béton sans espace de jeux, sans aucun équipement public, sans rien alors qu'il regroupe le cinquième de la population sur un tout petit bout de territoire de la ville.

Je suis élu local depuis 20 ans et maire depuis 14 ans et déjà à cette époque je disais : "Attention , on est en train de faire un clapier qui un jour explosera au nez de la ville de Mantes" .

— *Quand on a voulu chercher à améliorer la situation quelles sont les principales erreurs qui ont été commises?*

Dans des grands ensembles comme celui du Val Fourré, je pense qu'il y a eu une erreur ; on a encore fait des politiques nationales qui — de surcroît — ont bien servi les organismes H.L.M. notamment avec les réhabilitations. C'est vrai qu'il y a des secteurs où cela s'imposait mais dans d'autres endroits, elles ne s'imposaient pas de la façon dont elles ont été faites car elles ont surtout permis aux organismes de renflouer leurs caisses, à trouver un second souffle financier, à entretenir les immeubles aussi, bien sûr, mais en s'occupant surtout de l'extérieur sans réfléchir assez au confort des gens. De plus cela a accentué encore la paupérisation en raison de la hausse des loyers qui s'en suivait.

Et il faut insister sur le fait que tout l'argent disponible dans la première phase de développement social des quartiers a été absorbé par ces grosses opérations de réhabilitation qui maniaient des sommes folles ; il ne restait pratiquement plus rien pour des opérations visant l'amélioration de la vie sociale.

Par ailleurs on aurait dû s'occuper plus tôt de tout ce qui concernait l'école ; la grande erreur, dans ce domaine, est d'avoir fait des Z.E.P. qui ne correspondaient pas aux zones de développement social des quartiers ; or l'éducation nationale comme c'est le cas toujours dans les administrations françaises, a fait sa politique à part. L'inspecteur départemental faisait sa politique sans concertation avec la mairie. Maintenant, les choses ont commencé à changer puisque désormais les Z.E.P. sont inclus dans les projets de développement social des quartiers.

---

“Je t'aime, moi non plus”

---

— *Est-ce que vous n'abordez pas ici, le problème plus général des difficultés du partenariat ?*

Certes. Le partenariat, c'est d'abord très positif parce que les gens se parlent. Mais, ils se parlent à un certain niveau qui n'est pas celui du travail quotidien. Ils se parlent au niveau du Maire qui

rencontre le commissaire, le directeur du bureau d'aide sociale... Ils décident ensemble d'une politique. Ça retombe ensuite sur les agents de service qui sont obligés de l'appliquer alors qu'ils n'ont pas participé à la concertation. Moi je préconise le partenariat de ceux qui sont sur le terrain. Il faut d'abord investir le service public de quartier, c'est-à-dire les gens qui y vivent quotidiennement, le gardien d'immeuble, l'agent de police, l'instituteur ou le professeur, l'agent qui est à l'accueil afin qu'ils définissent ensemble, au-delà de leur propre structure administrative, ce qui peut être fait en plus, de manière horizontale, pour améliorer la vie du quartier.

J'ai fait une expérience en ce sens dans trois villes : Mantes, Marseille et Tourcoing. Une quinzaine d'agents de différents services publics ont travaillé ensemble pendant un mois sur des projets et le résultat a été formidable. Ils se sont d'abord rencontrés, ils ont pris connaissance du travail des uns et des autres et ils ont fait des propositions qui ont été mises en œuvre puisque l'Etat a débloqué quelques crédits pour cette initiative. Mais il ne s'agit pas de systématiser. La formule que je défends c'est que chaque quartier a sa population, son originalité, ses problèmes spécifiques.

— *Quelle est selon vous, sinon la définition de l'intégration, du moins les critères qui permettent de dire qu'une intégration est réussie ?*

L'intégration est réussie lorsque les gens se sentent à l'aise dans la société dans laquelle ils vivent.

— *Y a-t-il un seuil à partir duquel on peut dire que quelqu'un est intégré ou pas ?*

Je vais être provocateur. La violence montre qu'il y a intégration. S'il n'y avait pas intégration, s'il y avait vies séparées, il n'y aurait pas forcément de violence. Les gens se réguleraient à l'intérieur de leur petit cercle... La violence c'est l'exaspération de ceux qui veulent profiter de la société parce qu'ils la veulent et qui sentent que les portes sont lourdes à ouvrir...

— *Ils ne sont donc pas intégrés.*

Si, ils sont intégrés dans le sens où ils ont envie de cette société de consommation, mais leur niveau de formation ou d'autres éléments les empêchent d'en profiter. Cela veut dire qu'ils y sont intégrés intellectuellement, qu'ils veulent y vivre, donc qu'ils l'acceptent même s'ils la rejettent. C'est une espèce de "je t'aime moi non plus" parce qu'il leur est difficile d'accéder à cette société. La violence est l'expression de cette difficulté. Elle est le signe d'une volonté d'intégration et du fait que psychologiquement ils sont intégrés. Ils ne le sont pas financièrement, physiquement, en tant que citoyen, etc mais ils le sont dans la tête.

Maintenant tout le problème est de canaliser cette violence et de faire de telle sorte que ce désespoir de ne pas être dans la société soit utilisé pour se donner les moyens d'y entrer. Le gros problème que nous avons aujourd'hui c'est un manque d'imagination de la part des institutions qui ont tendance à normaliser les choses parce qu'il leur est plus facile de contrôler ce qui est normalisé. Il faut créer des espaces d'inventions et de création pour que les jeunes dont nous parlons puissent arriver à entrer dans la société par un certain nombre de moyens.

— *Donnez-nous un exemple concret...*

Prenons le cas de la formation dans le bâtiment. Pourquoi les jeunes refusent-ils les emplois que leur offre ce secteur ? Parce que dans la plupart des cas, les formations professionnelles qui permettent d'y accéder sont complètement dépassées. On ne peut pas s'y prendre aujourd'hui comme on faisait il y a trente ou cinquante ans.

— *Quand vous parlez des jeunes, faites vous une distinction entre les immigrés et les autres ?*

Franchement, quand vous discutez avec un jeune, il joue du fait qu'il est black ou beur comme un élément de la discussion, pour obtenir quelque chose de plus, même s'il est vrai qu'il y a des problèmes de racisme dont il souffre ; il y a tout à la fois. Cela dit, lorsque on va plus loin dans le débat avec eux, on dépasse très vite ce problème d'immigrés. Beaucoup d'entre eux sont nés en France ou y ont grandi, ils ne parlent que le français, ils ont des réactions de jeunes des banlieues indépendamment du fait qu'ils soient black, beur ou

blanc. D'ailleurs, ils n'ont pas de culture musulmane ou africaine... Le problème de leur origine est un élément de leur identité, d'autant qu'ils sont dans une société où ils ne se sentent pas acceptés.

Je suis pied noir ; j'ai vécu en Algérie jusqu'à l'âge de 17 ans ; c'est exactement ça.

Quand j'étais jeune, je ne comprenais pas que mes copains arabes voulaient l'indépendance de l'Algérie... Je disais : "Mais ce pays, j'y suis né, ma mère y est née ; on est chez nous ici". Et on nous répondait : "Non, vous n'êtes pas chez nous. Cela, je n'arrivais pas à le comprendre. Les jeunes, ici, ressentent cela. Ils perçoivent, dans les regards des Français, leur rejet. On leur fait savoir qu'ils ne sont pas d'ici. Pour eux, c'est inconcevable

C'est pourquoi, il faut tout faire pour qu'ils s'intègrent et deviennent des citoyens du quartier, de la ville, puis de la France ; en espérant qu'ils deviennent très vite des citoyens français.

*— Vous ne croyez pas que ce processus risque d'être particulièrement difficile à réaliser dans les temps qui viennent car le racisme a tendance à se banaliser ...*

C'est vrai ; nous sommes dans une période forte et cela doit nous conduire à être plus vigilant et plus clair sur le plan politique. Moins il y aura de chômeurs, moins on parlera de racisme. De tout temps, l'exclusion de l'autre est l'enfant naturel du chômage.

*— Les portes d'accès que vous évoquiez tout à l'heure ne vous semblent-elles pas de plus en plus lourdes, avec cette montée du chômage et du racisme ?*

A l'évidence. Mais mes convictions politiques me poussent à rechercher des solutions et à être plutôt optimiste. Elles le seront d'autant plus si on continue à offrir, comme seul moyen de les ouvrir, le système existant. Car c'est bien ce système-là qui a provoqué l'exclusion.

*— A quoi pensez-vous plus précisément ?*

Je pense au système de formation et au système scolaire ; ils génèrent d'abord des succès pour une majorité puis une exclusion pour

le reste. Et on voudrait que ce soient les mêmes qui solutionnent les difficultés. Ainsi par exemple on demande à l'éducation nationale, qui a déjà tant de mal à accueillir les enfants, d'être le vecteur innovant en matière d'insertion sociale. Ne demandons pas plus que ce que les gens peuvent produire.

— *Que proposez vous pour améliorer ces problèmes de formation et d'insertion professionnelle ?*

Pour moi l'entrée dans le monde du travail, c'est du domaine de l'entreprise ; en tout cas pour la minorité dont nous parlons. Pour tous ces jeunes en difficulté, il faut trouver des systèmes d'apprentissage à plusieurs niveaux ; des systèmes plus personnalisés au delà des réseaux classiques qui existent et qui fonctionnent bien .

Par exemple, je discutais récemment avec une chef d'entreprise dans le secteur du bâtiment ; elle se plaignait de ne pas trouver de jeunes à embaucher. Je lui ai demandé où elle les mettrait si je lui en trouvais ; elle me répondit qu'elle les placerait tout de suite sur un chantier qui commence. Dans ces conditions, lui ai-je rétorqué, un quart d'heure après, ils seront dehors parce que vous leur proposez l'image du travail la plus négative qui soit. Vous leur proposez d'entrer dans de la boue ; vous leur demandez de faire un travail sale comme celui que leurs pères ont souvent été obligés de faire. Ces jeunes aiment leurs parents comme tous les enfants du monde mais ils leur reprochent de pas s'être battus pour accéder à une certaine dignité. Ils ne veulent donc pas leur ressembler. Ils n'ont pas envie d'être l'ouvrier arabe qui se tait et qui travaille dans le sale.

Leur problème tient au fait qu'ils n'ont pas le diplôme pour trouver le type de travail leur permettant d'accéder à, au moins, une apparence de dignité.

Donc il faut les prendre là où ils sont et leur proposer quelque chose d'intéressant : ainsi par exemple, plutôt que de les mettre dans un chantier qui démarre, j'ai expliqué à cette chef d'entreprise qu'elle devait les mettre d'abord dans un chantier qui se termine afin qu'ils puissent participer à l'achèvement des travaux avec toute la valorisation que cela implique. Et par la suite on leur fait remonter toutes les étapes de la construction . Après une telle préparation ils accepterons mieux de se retrouver au travail dans un chantier qui démarre...

— *Quelle est la marge de manoeuvre d'un élu local face à des problèmes si lourds ?*

Il est coincé entre la lucidité et les moyens. La lucidité parce que l'élu local est en contact quotidien avec la population et ses problèmes. Et d'un autre côté, dès que nous voulons agir, nous sommes confrontés à la question des moyens. Or, dans ce domaine, il y a une grande inégalité ; c'est dans les communes où se trouvent le plus grand nombre de personnes en difficulté qu'il y a le moins de moyens. A Mantes, par exemple, nous n'avons pratiquement pas de ressources : la population est pauvre et toutes les industries se trouvent sur le territoire des communes voisines !

Avec la dotation de solidarité urbaine qui vient d'être créée, je vais avoir un peu d'argent, mais le retard en équipements est tel que nous aurions besoin de 150 millions ; nous n'avons même pas de salle des fêtes dans une ville de près de 50 000 habitants. La DSU (dotation de solidarité urbaine), cette année, va nous rapporter sept ou huit millions et de toutes façons elle est destinée au fonctionnement et non à l'investissement. J'ai fait des propositions à Michel Rocard pour aussi modifier les paramètres de la dotation globale de fonctionnement ; j'ai fini par avoir gain de cause mais après m'être heurté aux énormes pesanteurs de l'administration centrale. c'est quelque chose de terrible. Si on libérait en peu plus les initiatives, on irait beaucoup plus vite et on innoverait beaucoup plus.

— *Vous êtes devenu conseiller auprès du ministre de la ville. Avez vous le sentiment que tout ceci commence enfin à évoluer un peu ?*

Je crois que ça bouge. Mais le plus gros danger que je vois en étant au coeur du système c'est tous ces relais auquel nous avons à faire face. Il y des idées fécondes qui surgissent au sommet mais derrière cela il y la structure — encore lourde — de l'Etat. D'un côté il y a la volonté de ces administrations de mission comme le ministère de la ville d'aller vite et de l'autre il y a cette angoisse de l'Etat — en l'occurrence le ministère des Finances — de mal dépenser l'argent. Or en définitive c'est le contrôleur financier qui tranche et qui la plupart du temps freine tout le processus au nom des deniers publics et de la rigueur administrative. A cela il faut ajouter les carcans réglementaires et les

querelles de pouvoir entre les ministères...

— *Compte tenu des problèmes que vous évoquez, pensez-vous qu'un ministère comme celui de la ville dont l'action doit être nécessairement transversale a des chances de pouvoir s'imposer dans un système administratif centralisé et cloisonné comme le nôtre ?*

Oui, je pense que le rôle du ministère de la ville est d'être dérangeant. C'est un peu ce qu'essaie de faire Michel Delebarre. Mais il faut aussi faire admettre aux autres ministères qu'ils doivent agir de manière horizontale dès que les problèmes liés à la ville sont abordés. Par exemple quand l'Intérieur forme des policiers à l'ilôtage, il ne doit pas le faire en circuit fermé mais avec des assistantes sociales, avec des enseignants, etc.

— *Si je comprends bien, vous voulez changer les comportements de l'administration... vous rêvez un peu, non ?*

Mais heureusement que je rêve sinon je ne serai plus socialiste... Et le ministère de l'intérieur est tout de même devenu aussi celui de la décentralisation. La question est de savoir si on va ou non au bout de ce processus de décentralisation. Mettons les énarques à apprendre leur métier non pas dans les préfectures mais dans les villes, dans les cabinets des maires, pour apprendre à travailler à l'horizontale et avec le terrain .

*Entretien conduit par*

Jean-Paul Chagnollaud